

falaise de la pauvreté. Laissons quelques personnes de plus sombrer dans la misère.

M. Brooks affirme:

Ensuite, cela ajoute aux frais administratifs du gouvernement en plus d'alourdir le fardeau pécuniaire des individus à faible revenu qui doivent s'y soumettre.

En effet, le processus de demande de remboursement exige de leur part non seulement qu'ils puissent se livrer à des supputations relativement complexes (semblables à celles au sujet desquelles les contribuables font des erreurs dans leurs formulaires d'impôt), mais également qu'ils remplissent un nombre considérable de formulaires. Pour illustrer ce problème, prenons seulement le cas de cette ristourne de TPS d'une valeur limitée sur les nouveaux logements de la tranche de prix inférieure, qui aura un effet quelque peu variable selon les régions en raison de la variation du prix des logements. En outre, l'obligation de faire une distinction entre les réparations mineures et les rénovations majeures donnera lieu à d'incessants problèmes. Ce qui est plus important encore, le crédit de taxe de vente remboursable plongera les particuliers à faible revenu dans un état de grande vulnérabilité à l'égard de l'incompréhension et des caprices politiques. Le crédit de taxe de vente est très visiblement identifié alors que l'on tendra à passer sous silence le reste de la TPS que les personnes à faible revenu auront à payer.

Il s'agit là d'un tour de passe-passe à la Mulroney on ne peut plus classique. Le crédit est plus visible que la taxe. Par derrière, on met la main dans vos goussets et on vide votre portefeuille, et par devant, on vous remet une petite partie de votre argent quand vous tendez la main. Vous voyez ce qu'on vous donne, mais vous n'avez pas remarqué qu'on s'est servi dans votre porte-monnaie. C'est une fourberie à la Mulroney tout à fait caractéristique.

M. Brooks poursuit ainsi:

Cela pourrait, par exemple, inciter les provinces à reconnaître avec moins d'acuité l'urgence de maintenir la valeur réelle des paiements de sécurité sociale et le gouvernement fédéral à ressentir avec moins de force la nécessité d'appliquer et de doter de moyens accrus d'autres programmes destinés à venir en aide aux personnes à faible revenu.

Prévenir les effets macroéconomiques négatifs inhérents à l'introduction de la TPS

Une bonne part d'incertitude entoure l'introduction de la TPS en ce qui a trait aux effets macroéconomiques d'un tel phénomène. Bien que le gouvernement prévoie que l'inflation calculée d'après l'indice des prix à la consommation n'augmentera que de 1,25 pour cent, cette prévision est en fait basée sur un certain nombre d'hypothèses d'un caractère plutôt optimiste: les fabricants répercuteront en aval les réductions de taxe; les fournisseurs ne tenteront pas d'accroître les prix pour profiter de l'incertitude concernant les effets réels de la taxe ou de se prémunir contre cette incertitude; les milieux syndicaux seront prêts à accepter une réduction instantanée des taux de rémunération réelle. Dans la solution de rechange d'un régime fiscal basé sur le revenu, non seulement pourrait-on éviter tous ces effets macroéconomiques défavora-

bles de la TPS, mais on pourrait s'attendre à ce que le taux d'inflation mesuré à partir de l'indice des prix à la consommation diminue de plus de 2 pour cent. Cette baisse du taux d'inflation pourrait entraîner à son tour une baisse des taux d'intérêt et, partant, une baisse du déficit.

Les calculs sur lesquels se fonde cet argument sont mathématiquement incontestables. Une fois de plus, il faut se demander pourquoi, si le fait de remplacer la taxe sur les ventes des fabricants par une hausse des taux de l'impôt sur le revenu, comme le propose Neil Brooks, donne au gouvernement les recettes qu'il souhaite, crée moins de distorsions, ne frappe pas les démunis et fait baisser les taux d'intérêt de 2 points de pourcentage, pourquoi donc le gouvernement n'emprunte-t-il pas cette voie au lieu d'emprunter celle de la taxe à la consommation? Examinons ce que propose Neil Brooks. Il veut débarrasser les magnats de la taxe sur les ventes des fabricants et ils ne sont pas d'accord. Il débarrasse nos exportations du fardeau fiscal qui, nous dit-on, nous vole des emplois. Il trouve un moyen de réduire l'inflation, de faire reculer l'indice des prix à la consommation de 2 pour cent, ce qui devrait permettre au gouverneur de la Banque du Canada d'abaisser les taux d'intérêt ou l'inciter à le faire.

● (1100)

Alors pourquoi ne veulent-ils pas agir ainsi? Il faut se poser la question. Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas emprunter une voie qui permettra d'abaisser les taux d'intérêt? Quelqu'un le sait-il? Y a-t-il une explication autre que le fait que le gouvernement et les magnats qu'il représente—parce qu'il ne représente personne d'autre—aiment les taux d'intérêt élevés parce qu'ils ont de l'argent à prêter? Est-ce qu'un sénateur a une autre explication?

On ne cesse de demander une solution de rechange. Je vous donne une solution dont les calculs sont très solides, une solution qui se fonde sur les mêmes statistiques qu'emploie le gouvernement et que propose Neil Brooks, un grand fiscaliste. Personne n'a pu contester ses calculs. Lorsque les sénateurs d'en face sont à court d'arguments, ils se contentent de se moquer et de dire des choses comme: «Vous êtes en train de manger une mandarine» ou encore de nous crier de nous comporter comme des gens respectables. Quand ils sont à court d'arguments, ils montent sur leurs grands chevaux et essaient de prendre la mouche et de jouer les vierges offensées, mais ils ne peuvent pas répondre à ces questions importantes. Il y a une autre solution. Elle permettra d'obtenir les mêmes recettes. Elle éliminera les effets négatifs de la TVF et elle ne grèvera plus les exportations. Le fardeau pour les riches sera de 300 \$ par année, ce qui est ridicule, tout à fait ridicule. Mais j'ai peut-être tort, parce que pour les riches, chaque sou compte. Le fardeau pour les riches sera de 300 \$ par année et il éviterait de placer un fardeau supplémentaire sur les épaules des pauvres.

Pourquoi ne pas accepter la solution de Neil Brooks? Personne n'a réussi à la mettre en pièces. Le ministère des Finances n'a pas dit que les calculs sont erronés. Les sénateurs d'en face refusent de la lire. Pourquoi refusent-ils de la lire? Parce qu'elle ne concorde pas avec leur sentiment profond que la seule façon de procéder, c'est d'assommer les pauvres. Ils craignent un précédent qui pourrait faire monter d'un maigre 300 \$ par année les impôts de quelqu'un comme le sénateur